



bpost
PB-PP
BELGIE(N)-BELGIQUE
P 008189

Bureau de dépôt:
1099 Bruxelles X
Editeur responsable:
Camille Baise
Rue M. Liétart 31 bte 1
1150 Bruxelles

Signes des Temps

N°5

Liberté d'expression : le passage à la limite

Publication de Pax Christi
Wallonie-Bruxelles
Paraît 5 fois par an

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2016

Avec le soutien
de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Sommaire

Comité de rédaction

Laurie Degryse,
Hervé Narainsamy,
Colienne Regout,
Guillaume Sneessens,
Edgar Szoc.

Rédaction-Administration

ASBL Pax Christi
Wallonie-Bruxelles
Rue Maurice Liétart, 31-bte 1
1150 Bruxelles
Tél. : 02 738 08 04
Fax : 02 738 08 00
E-mail : info@paxchristiwb.be
Compte bancaire :
BE 28-7995-5017-6120

Photographies

Marie Peltier et
Amandine Kech

Mise en page

www.acg-bxl.be

EDITORIAL 3

DOSSIER

Le renouveau de la propagande russe

Nicolas Bossut 4

Le retour de la propagande, développer des armes contre ses nouvelles formes

Edgar Szoc 7

La vérité... si je veux. De la nature d'un fait à l'ère des bulles de filtrage

Edgar Szoc 9

De la liberté d'expression et de son bon usage

Guillaume Sneessens 11

PORTRAIT

Patience, renouveau, espoir : Mamadou parle de l'islam

Amandine Kech 14

Editorial

Liberté d'expression : le passage à la limite

La liberté d'expression est aujourd'hui victime de nombreuses attaques plus ou moins subreptices. Celles-ci se mènent souvent au nom d'autres valeurs, telles que le respect des convictions, la lutte contre le racisme, le négationnisme ou le terrorisme. Sans vouloir trancher dans ce conflit de valeurs, le présent dossier entend balayer quelques-uns des enjeux émergents en matière de liberté d'expression.

Pour ce faire, il opérera par cercles concentriques, en partant du cas particulier de la diffusion d'une nouvelle forme de propagande, émanant de sources sinon inédites, du moins revigorées – dans le cas de la propagande russe – pour se clore (provisoirement) sur une réflexion quant au statut de la liberté d'expression dans ce nouveau monde informationnel qui est devenu le nôtre.

C'est de manière délibérée que nous ne prenons pas de position univoque à propos de ces différents débats : nombre de ces enjeux sont trop récents et ont été trop peu étudiés pour que les positions tranchées à leur égard apparaissent comme autre chose que des pétitions de principe.

L'idée qui sous-tend ce dossier n'est donc pas de prendre parti, mais d'éclairer quelques-unes des questions que pose le développement de nouvelles techniques simplifiant à la fois l'édition, la publication et la diffusion de propos jadis circonscrits dans des enceintes closes. Il ne s'agit pas de prendre prétexte de ces nouvelles possibilités pour plaider en faveur de nouvelles restrictions à la liberté d'expression, mais au contraire de comprendre en quoi celle-ci est fragile et menacée, et en quoi une série de pratiques sont susceptibles de saper ses conditions d'existence.

C'est donc surtout une politique d'efficacité contre la propagation des divers discours de haine que nous entendons promouvoir. La connaissance des nouveaux mécanismes de cette propagation constitue une condition nécessaire – mais certes pas suffisante – de l'efficacité de cette lutte. Et c'est précisément à cette connaissance qu'entend contribuer le présent dossier.

Edgar Szoc

Dossier

Le renouveau de la propagande russe

Alors que les tensions entre la Russie et ses partenaires occidentaux se font de plus en plus fortes, nos opinions publiques ont à faire face à une offensive de charme d'un consortium de médias liés directement ou indirectement au Kremlin. Peut-on à cet égard parler de propagande ?

C'est un auteur anglais, Arthur Ponsonby, qui, à l'issue de la Première guerre mondiale, illustre le mieux le concept de propagande. Il décrit les 10 principes généraux de la propagande telle que mise en place par les différents états impliqués dans la Grande Guerre. Il s'agit de faire croire à l'opinion publique :

01. que notre camp ne veut pas la guerre
02. que l'adversaire en est responsable
03. qu'il est moralement condamnable
04. que la guerre a de nobles buts
05. que l'ennemi commet des atrocités délibérées (pas nous)
06. qu'il subit bien plus de pertes que nous
07. que Dieu est avec nous
08. que le monde de l'art et de la culture approuve notre combat
09. que l'ennemi utilise des armes illicites (pas nous)
10. que ceux qui doutent des neuf premiers points sont soit des traîtres, soit des victimes des mensonges adverses (car l'ennemi, contrairement à nous qui informons, fait de la propagande).

En lisant cette liste, on comprend aisément à quel point la propagande peut amener à la déshumanisation de l'autre, comment elle peut susciter la haine en contrôlant les représentations que se fait l'opinion publique d'un sujet ou d'un groupe. La propagande n'exclut aucunement des accusations mensongères ou de la diffamation. Tous les coups sont permis.

Le terme de propagande, déjà utilisé dès le 17^{ème} siècle, n'a acquis une connotation négative qu'à partir de la Première guerre mondiale quand les différents belligérants usèrent de toutes les techniques de contrôle de l'information comme le mensonge, la désinformation et la censure pour manipuler leurs propres opinions publiques. Les événements de la Seconde guerre mondiale et notamment le tristement célèbre ministère de la propagande dirigé par Joseph Goebbels achèvent de discréditer définitivement le terme qui ne fut plus dès lors utilisé à partir de la Guerre froide que pour décrire la communication des régimes totalitaires.

Dans son *Petit traité de propagande à l'usage de ceux qui la subissent*, Etienne Augé la définit comme une stratégie de communication de masse ayant pour objectifs l'influence de l'opi-

nion et des actions d'individus ou de groupes au moyen d'informations partiales¹, introduisant de facto l'idée d'une opposition entre honnêteté et propagande.

La propagande aujourd'hui

En temps de paix, il faut pouvoir distinguer propagande interne et propagande externe. La propagande interne vise à asseoir le pouvoir en place. Les ennemis sont alors ceux qui s'opposent celui-ci ou à ses intérêts. La propagande externe vise à orienter l'opinion publique d'un État tiers dans un sens favorable aux intérêts de celui qui dirige la propagande. Il peut s'agir d'obtenir des opinions favorables ou de fomenter des troubles pour affaiblir l'État tiers.

Aujourd'hui, seuls des régimes totalitaires tels que la Corée du Nord ont recours à des techniques de propagande dignes de celles vécues en Europe pendant les deux guerres mondiales. La propagande nord-coréenne se caractérise par un contrôle total des médias, par de grandes manifestations à la gloire de la Nation et par un culte de la personnalité poussé à son extrême. Le tout se fait dans une atmosphère dans laquelle on tente de persuader la population que la guerre totale la menace au quotidien.

D'autres, souvent caractérisés par l'autoritarisme de leur régime politique, ont recours à des formes plus ou moins atténuées de propagande. La Chine a ainsi recours à un ensemble de techniques mêlant organismes de presse officiels, contrôle des médias et censure sur Internet. La Russie est un autre exemple d'État ayant recours aujourd'hui à des techniques de propagande. Ces dernières années, le régime de Vladimir Poutine a considérablement renforcé les moyens alloués pour contrôler et orienter l'information afin de parvenir à ses fins. La liberté de manœuvre des organes de presse indépendants s'y est retrouvée considérablement diminuée.

Le renouveau de la propagande russe

Alors que les tensions entre la Russie et ses partenaires occidentaux se font de plus en plus fortes, les opinions publiques occidentales sont au cœur de la stratégie de propagande externe de Vladimir Poutine. La Russie tente de les influencer pour pousser ses intérêts propres.

Des mouvements importants ont eu lieu ces dernières années dans le paysage des médias russes destinés à un public non russe. Ont ainsi émergé sputniknews.com et la chaîne d'information en continu comme Russia Today (RT). Ces deux organes de presse, traduits dans 30 langues pour le premier et dans 3 langues pour la seconde, sont censés contrer l'image négative de la Russie à l'étranger et apporter une vision "alternative" de l'actualité. Leur influence dans le débat public grandit de jour en jour et de plus en plus d'Européens consultent ou écoutent ces médias sans réellement connaître leur pedigree et leurs objectifs.

Ces deux médias se complaisent en effet à présenter à leurs lecteurs ou auditeurs européens une vision de l'actualité mettant en évidence la grandeur de la Russie et de son président en opposition aux difficultés permanentes d'une Union européenne gangrénée par l'incurie politique et menacée par une "invasion des migrants musulmans".

Cette vision "alternative" a très souvent recours à des théories complotistes et ne cache pas sa sympathie pour l'extrême-droite européenne, notamment pour Marine Le Pen, fréquemment présentée comme la prochaine présidente française. Finalement, sous prétexte de la défense de valeurs chrétiennes de l'Europe, ces médias n'hésitent jamais à biaiser l'information pour insister sur le danger que représentent les minorités ethno-culturelles en Europe.

Outre cette offensive médiatique, le régime de Vladimir Poutine semble avoir innové en mettant en place des "usines à trolls". C'est le New York Times qui publia une enquête retentissante sur le sujet en juin 2015². Son auteur, Adrian Chen, y décrit un immeuble de Saint-Peterbourg où des centaines de jeunes sont payés pour inonder la

>>

-
- 1 - Étienne F. Augé, *Petit traité de propagande à l'usage de ceux qui la subissent*, Bruxelles, de Boeck, coll. "Culture & communication", 2007, p. 12.
2 - Adrian Chen, "The agency", New York Times, 2 juin 2015



toile de commentaires favorables à Poutine et à la politique du Kremlin, et descendent les "ennemis de la Russie" avec, comme cibles de prédilection, l'Ukraine et Obama. Il semblerait que d'autres structures telles que celle décrite par Adrian Chen existent à travers toutes la Russie.

Mais à quoi pourrait bien servir ce trolage à grande échelle ? Pas vraiment à gagner des supporters pour Poutine en Europe ou Etats-Unis mais plutôt à engendrer un climat délétère sur la Toile. Si Poutine ne peut contrôler Internet, il peut en tout cas s'offrir le luxe de pourrir les débats. C'est ainsi que de nombreux activistes européens militants auprès de la cause syrienne témoignent de l'acharnement dont ils sont la cible sur Internet. Il peut aussi se faire le relais d'idées ou de courants qui pourraient lui

être favorable. L'ombre de Vladimir Poutine plane ainsi au dessus de la présidentielle américaine depuis des mois sans qu'on sache avec certitude s'il est ou non réellement impliqué.

La réaction des Occidentaux

La marge de manœuvre des autorités américaines ou européennes est très limitée face à cette véritable guerre de l'information déclarée par la Russie. En effet, si Moscou maintient un contrôle strict des médias russes lui permettant de limiter l'impact de toute information discordante émise à destination de l'opinion publique, les Occidentaux ne disposent pas de cet outil. Leur attachement légitime à la liberté d'expression les empêche de faire taire les organes de propagande russe sur leur territoire.

La Commission européenne a mis en place un task force visant à lutter contre cette propagande en déconstruire le discours de propagande et d'en limiter l'impact. Une newsletter bi-hebdomadaire est ainsi diffusée depuis 2015³. Bien que de grande qualité, cette initiative reste en grande partie confidentielle et n'est pas donc pas du tout en mesure de donner à cette lutte l'ampleur qu'elle mérite.

Une prise de conscience plus importante de la guerre de l'information au cœur de laquelle, nous, citoyens, sommes pris en otage semble donc nécessaire. Un travail de sensibilisation doit pouvoir être mené au risque de voir nos démocraties déstabilisée par les manœuvres du Kremlin.

Nicolas Bossut

LES OCCIDENTAUX FONT-ILS AUSSI DE LA PROPAGANDE ?

Dans des régimes démocratiques correspondant aux standards de l'Union européenne, on ne peut pas vraiment parler de propagande. "*Aux totalitarismes la "propagande", aux démocraties la "communication politique", sans qu'il soit possible de savoir si les deux termes se recouvrent absolument*", résume très simplement Emmanuel Taïeb⁴.

On ne peut en effet pas exclure que certains groupements politiques, sociaux ou économiques puissent tenter de faire pression sur l'opinion pour lui faire accepter certaines idées ou doctrines. On parle alors de communication politique ou de relations publiques. Même si leurs techniques sont très proches, toutes deux se distinguent bien de la publicité qui vise à accroître la vente de produits commerciaux.

La communication politique a pour objectif de faire pencher la balance des résultats d'une élection ou de s'assurer du soutien de la population lors de l'exercice d'un mandat. Les campagnes de relations publiques qui visent à modifier la perception d'une question au bénéfice d'un groupe social ou économique.

C'est principalement la liberté de la presse et son pluralisme qui permettent de limiter l'impact de ces formes extrêmement atténuées de propagande. C'est la raison pour laquelle la concentration des médias au sein de quelques groupes financiers peut être un sujet d'inquiétude sérieux. Nos démocraties ne pourraient fonctionner efficacement si une telle concentration dépassait un seuil critique. Le pouvoir offert par la presse à leurs propriétaires serait trop important.

³ - <https://euvsdisinfo.eu/>

⁴ - Emmanuel Taïeb, "La propagande revisitée", *Quaderni*, 72 | 2010, 5-18.

Le retour de la propagande, développer des armes contre ses nouvelles formes

La propagande d'État n'avait évidemment pas disparu avec la destruction du Mur de Berlin et l'écroulement de l'Empire soviétique mais pendant plus d'une décennie, le terme "propagande" était devenu quasiment synonyme de "propagande américaine".

Que ce soient pour dénoncer la couverture médiatique de la première ou la seconde Guerre du Golfe, les frappes de l'Otan au Kosovo ou encore des manifestations altermondialistes de la fin des années '90 et du début des années

2000, les "contre-propagandistes" ont mis toute leur énergie et tout leur talent au service du démontage systématique de la production propagandiste et de ses relais médiatiques aveuglés de manière plus ou moins volontaire.

Ce terreau de critique – parfois radicale – des médias a suscité de nombreux et utiles anticorps qui ont enrayé la contagion culturelle d'une certaine philosophie de la fin de l'histoire teintée de néo-conservatisme. Mais la médaille a son revers moins glo-

>>

rieux. S'il serait évidemment erroné d'attribuer à la critique radicale des médias la responsabilité d'une hypothétique prolifération des discours complotistes, il paraît raisonnable d'avancer qu'elle leur a offert, sans en avoir l'intention un terrain favorable. Sans renier la moindre utilité à ces "lanceurs d'alerte", il s'agirait peut-être de les inciter à multiplier les fronts et à intégrer dans leurs combats, non plus uniquement la critique du discours patronal/néo-libéral/américain, mais également celle de la propagande poutinienne et de ses relais souvent méconnus dans les pays occidentaux¹. Par "méconnaissance", il ne s'agit pas d'affirmer que cette propagande n'est pas fréquemment dénoncée, mais de pointer le fait que la finesse et le détail de ses mécanismes sont analysés avec nettement moins de profondeur que ceux de la propagande américaine et font l'objet d'une vigilance et d'un intérêt moindres.

Tout se passe comme si, chez certains, le travail de démontage et de prévention de la propagande russe vaudrait soumission à l'impérialisme yankee, dans une logique binaire de camps qu'on aurait pu croire disparue avec les derniers gravillons du Mur de Berlin.

L'ironie veut que ce soient précisément ceux qui se font souvent les avocats les plus fervents d'un monde multipolaire débarrassé de l'hégémonie impériale américaine qui se montrent les plus incapables de comprendre que ce processus de multipolarisation est déjà largement en cours. De peur de voir leurs souhaits être en voie d'exaucement, ils analysent les événements mondiaux au prisme du rôle que peuvent y avoir joué les États-Unis, ou a minima en fonction d'une grille de lecture du type "L'ennemi de mon ennemi est mon ami". On note au passage que ce type d'analyse a pour effet, sinon comme hypothèse de départ, de déposséder symboliquement les populations des pays concernés de toute autonomie politique. Ce type de dépossession a été particulièrement patent lors de l'irruption des "printemps arabes" en 2011.

Le nécessaire deuil du binarisme

C'est aussi un deuil du binarisme qui est à l'ordre du jour – deuil sans doute d'autant plus douloureux qu'il y a un certain confort mental à réactiver des schémas – mais aussi des réseaux concrets d'interconnaissances – issus de la Guerre froide (voir les réseaux Poutine en France).

Quoi qu'il en soit, le retour d'une "propagande anti-impériale" russe semble avoir pris tout le monde par surprise : les mécanismes de libre examen et d'hygiène intellectuelle élaborés en vue de résister à la propagande étatsunienne ont été complètement inopérants contre la propagande russe – qui n'a été que minoritairement interprétée comme telle. Nombre d'internautes s'abreuvent désormais aux informations de Russia Today ou de Sputnik News, comme s'il s'agissait là de "sources comme les autres" – les plus informés protestant que "quitte à avaler la propagande américaine, autant avaler également celle des Russes pour faire contrepoids ou contrepoison". Ce faisant, ils négligent d'interroger les modalités spécifiques de la production de l'information propres aux médias russes et aux médias américains, et dès lors les différences de (mal)traitement des faits qui leur sont propres. Sans parler de phénomènes aussi exotiques qu'improbables telles que les "usines à troll" du Kremlin, dont le seul but est de "faire du bruit" et donner l'impression que, pour reprendre la célèbre et mal traduite devise de la série conspirationniste X-Files, la vérité est non seulement ailleurs, mais surtout, qu'elle n'est plus nulle part.

La logique anti-impériale – entendue comme logique anti-impériale étatsunienne – semble avoir fonctionné à plein dans de nombreux secteurs de la gauche et il y a fort à parier que des initiatives aussi bien intentionnées que l'établissement par la Commission européenne d'une task-force chargée

d'assurer le suivi de la propagande russe ne soit disqualifiée en raison même de son commanditaire.

Or, ce retour relativement récent de la "propagande non américaine" rebat fondamentalement les cartes et les enjeux de la lutte contre le complotisme dans la mesure où il est susceptible de créer de nouvelles alliances, de nouveaux dangers et de nouveaux effets politiques – à commencer par le dévoiement de la légitime critique des insuffisances de nos institutions insuffisamment démocratiques au service d'intérêts et de puissances qui le sont encore moins. Le soutien explicite – voire dans le cas du Front national français – financier de Vladimir Poutine à tout ce que l'Union européenne présente comme forces et partis d'extrême-droite en constitue un des signes les plus inquiétants.

Cette résurgence contraint également l'analyste du complotisme à revoir ses grilles de lecture à l'aune de cette nouvelle répartition géopolitique de la production de récits. La position séduisante de Mark Fenster, qui interprète le complotisme comme un acte de résistance politique et une manière autonome de revivifier la fable de la nudité du roi dans un contexte de déclin de la société civile traditionnelle (encadrement par les corps intermédiaires classiques, les syndicats ou les mouvements politiques) paraît beaucoup plus difficilement tenable dès lors qu'une partie – difficile à quantifier – des récits complotistes ne relèvent plus de la production autochtone mais plutôt d'un agenda géopolitique caché. Il s'agit bien évidemment d'approfondir notre connaissance du phénomène avant de tomber dans une théorie complotiste du complotisme, qui attribuerait la recrudescence supposée du phénomène complotiste au seul Kremlin et à son armée de trolls.

Edgar Szoc

¹ - Dans le cas de la France, voir l'excellent ouvrage de Cécile Vaissié (2016) sur les réseaux Poutine. De manière plus générale sur le complotisme comme outil géopolitique du Kremlin, voir Yablokov (2015).

La vérité... si je veux.

De la nature d'un fait à l'ère des bulles de filtrage

Un fait, a-t-on coutume de dire, est plus têtue qu'un Lord-maire. C'est au fond ce proverbe aux origines floues – et en tout cas pas anglaises, que cet article vise à questionner. À l'heure de l'effet de "bulle de filtrage" que produisent les réseaux sociaux, on est en droit de se demander si l'affirmation du caractère obstiné de la réalité – joliment définie par Philip K. Dick comme ce qui continue à exister quand on cesse d'y croire – n'est pas en voie d'inversement : la réalité n'est plus ce qui existe en-dehors de mes croyances mais précisément ce à quoi j'ai envie de croire, et le savoir auquel mes croyances me donnent accès.

La "bulle de filtrage" (*filter bubble*) désigne l'enfermement cognitif que produit le fonctionnement d'Internet auprès d'un de ses utilisateurs lorsque des algorithmes sélectionnent pour lui les informations auxquelles il aura prioritairement accès. Cette sélection se fait en fonction des préférences – dûment numérisées – dont atteste son comportement préalable. Selon Eli Pariser, le créateur du concept, ce mode de fonctionnement a pour effet de ne soumettre à l'utilisateur que des opinions tendanciellement conformes à celles pour lesquelles il a manifesté de l'intérêt au préalable et, dès lors, à enclencher un cercle vicieux de confirmation des opinions et d'évitement de la dissonance cognitive. C'est ainsi, en fonction de ses "clics" précédents, qu'un internaute se verra proposer prioritairement tel résultat de recherche plutôt que tel autre par Google, ou tel "statut" et pas tel autre sur sa "ligne du temps" Facebook.

Il est à noter que, sur certains réseaux sociaux, Facebook notamment, la "décision" de faire apparaître un contenu sur l'écran de l'utilisateur ne se fonde pas exclusivement sur une dynamique évolutive informée des comportements préalables dudit utilisateur, de ses réactions ou absences de réactions à un contenu donné, mais également des comportements de ses "amis". Accepter une demande d'amitié sur Facebook, c'est donc accepter également que les préférences et comportements de cet "ami" participent à la sélection des informations qui nous seront proposées.



Les responsables de Facebook se défendent à juste titre de tout biais idéologique dans le fonctionnement de cet algorithme. Mais il est incontestable que cette somme de décisions algorithmiques individuellement neutres produit des effets massifs de reconfiguration de l'espace public et des modalités de délibération au niveau global.

On ne s'étonnera pas qu'en la matière les premiers concernés soient aussi les premiers mécènes : Facebook a par exemple financé une recherche

dont les résultats sont parus dans un numéro de la revue *Science* et qui semblait montrer que les effets de bulle imputés à son algorithme étaient largement exagérés¹). Aux arguments qui y sont déployés, on pourra ajouter

>>

1 - Voir E. Bakshy, S. Messing et L. Adamic, "Exposure to ideologically diverse news and opinion on Facebook", in *Science*, mai 2015. Voir toutefois la réfutation partielle de cette étude par Eli Pariser, l'auteur du concept de "bulle de filtrage" : <https://backchannel.com/facebook-published-a-big-new-study-on-the-filter-bubble-here-s-what-it-says-ef31a292da95#.r9zb06q1g>.

qu'il n'a pas fallu attendre l'apparition de Facebook pour observer des phénomènes de recherche de l'entre-soi idéologique et d'évitement de la dissonance cognitive. Que sont les journaux d'opinion – "de naguère" aurait-on presque envie d'ajouter – sinon un dispositif d'information compatible avec nos a priori idéologiques ?

Marchandisation

Que l'information soit devenue une marchandise n'a en soi rien de particulièrement neuf : ce sont les moyens technologiques mis au service de cette marchandisation qui constituent le véritable changement. Jadis, les journaux papier devaient se fier à des indicateurs aussi vagues que l'évolution du nombre d'abonnements pour tenter de détecter les attentes de leurs lecteurs afin de mieux les combler. Aujourd'hui, leurs versions Web disposent des moyens de contrôler en temps réel le succès – en termes de nombre de lecteurs, de durée de lecture, de nombre de commentaires, etc. – de chacun de leurs articles mis en ligne. Le pilotage de la ligne éditoriale peut dès lors s'effectuer de manière quasiment instantanée, en se fondant sur ces données apparemment objectives.

D'après Katharine Viner, rédactrice en chef du *Guardian*, cette recherche obsessionnelle du clic constituerait une des raisons du relâchement du rapport que les médias entretiennent à la notion de vérité. La véracité ne constituerait plus aujourd'hui qu'un élément parmi d'autres – mais hélas moins mesurable que d'autres – dans le processus de valorisation d'un article de presse. Et Viner d'ajouter "Quand un fait peut se définir comme ce

qu'on estime être vrai, il devient très difficile pour qui que ce soit d'établir la distinction entre les faits qui sont vrais et les 'faits' qui ne le sont pas²". Même si l'article de Viner ne cherchait pas explicitement à traiter de la montée du complotisme, ses intuitions quant à la dissolution des faits dans le marché des préférences se révèlent riches d'éclairages inquiétants.

Paradoxalement, c'est sans doute celui qui se présente sous le nom de Vincent Flibustier, concepteur du site satirique NordPresse³ – "Le Gorafi belge" – qui, même si c'est sans doute par inadvertance, a le mieux résumé le point d'aboutissement de cette logique d'adaptation d'offre à une demande devenue enfin mesurable. La *tagline* qu'il a ajoutée au nom de son site ("Les informations que vous aimez bien") incarne en effet parfaitement le rôle croissant des préférences idéologiques du lecteur dans la production de l'information par la presse dite sérieuse.

Après la vérité

Depuis 2016, de nombreux articles de presse se sont fait écho d'une inquiétude quant à l'arrivée d'une "post-truth politics", au point que le magazine *The Economist* en ait fait sa couverture⁴. Sans nul doute favorisée par le référendum sur le Brexit et la campagne présidentielle de Donald Trump (et son apparente imperméabilité à la dénonciation factuelle de ses mensonges), cette inquiétude trouve hélas d'autres lieux d'observation privilégiés, autrement plus dramatiques, comme celui de la guerre en Syrie.

Si l'expression "post-truth politics" s'est répandue comme une traînée de poudre au cours de l'année 2016, sa paternité semble remonter à 2010 et pouvoir être attribuée au blogueur David Roberts⁵. Il la définit comme "une culture politique au sein de laquelle la politique (soit l'opinion publique) et les récits médiatiques sont devenus presque totalement déconnectés des politiques publiques (comprises comme le contenu de ce qui est légiféré)" (Traduction personnelle).

Une telle conception rejoint par des chemins détournés le constat-prédiction que Jean Baudrillard énonçait il y a près de trente ans à propos de la réalité contemporaine comme simulacre (Baudrillard 1981). À ceci près que la métaphore la plus adaptée pour qualifier la conception de Baudrillard était celle de la photocopieuse : à force d'être reproduits, retranscrits, *renarrés*, les faits racontés finissent par n'avoir plus de lien avec "la réalité telle qu'elle existe en elle-même". À la base de ces récits éclatés, se trouvait encore une réalité factuelle commune que la transformation – notamment médiatique – finissait par obscurcir, mais qui n'en demeurait pas moins une source.

À l'heure du *post-truth politics*, c'est la métaphore darwinienne plutôt que celle de la photocopieuse qui s'avère adéquate : de multiples récits déconnectés ou pas des faits sont en concurrence et leur lien à une réalité factuelle établie n'est qu'un critère parmi de nombreux autres – et sans doute pas le principal – permettant de décider de leur survie et de leur diffusion.

Mais c'est non seulement en termes de diffusion, mais également de format que l'Internet et singulièrement les réseaux sociaux modifient l'élaboration de théories complotistes en les rendant accessibles presque immédiatement après la commission d'un fait. On se retrouve en l'occurrence face à ce que Bruno Latour qualifie de "révisionnisme instantané".

L'ensemble de ces mutations ne constituent souvent que des activations par la technologie de tendances préexistantes. Mais il ne paraît pas extravagant d'y voir également les germes d'une reconfiguration radicale de notre rapport social à la vérité et dès lors à l'organisation du débat démocratique.

Edgar Szoc

2 - Katharine Viner, *How technology disrupted the truth*, *The Guardian*, 12 juillet 2016. (Traduction personnelle). Disponible sur : <https://www.theguardian.com/media/2016/jul/12/how-technology-disrupted-the-truth>.

3 - Voir <http://www.nordpresse.be>.

4 - *The Economist*, 10 septembre 2016.

5 - C'est en tout cas ce qu'affirme : http://www.huffingtonpost.co.uk/tom-jeffery/britain-needs-more-democr_b_10699898.html. On peut toutefois noter que l'auteur Ralph Keyes avait déjà introduit l'expression "Post-truth era" dans un livre éponyme.

De la liberté d'expression et de son bon usage

Dans une réponse à un orateur imaginaire plaidant en faveur d'une liberté d'expression sans aucune restriction, Guillaume Sneessens montre les apories et les dangers d'une telle position

Comment ne pas le suivre, notre orateur, lorsqu'il plaide pour plus d'éducation ? Lorsqu'il nous dit qu'il faut privilégier l'intelligence, l'esprit critique et non l'intolérance ?

Nous étions bien, à l'écouter. Nous avions envie de lui donner raison. Un homme empli de ces bons sentiments ne peut se tromper. Et puis, qu'est-ce qu'il parle bien.

Assis sur ma chaise, je le voyais convoquer autour de lui ces anciens orateurs qui nous ont, à cette même tribune, promis un monde en paix. Un monde en paix. A la Conférence, nous nous efforçons de vous le promettre au moins une fois tous les trois ans, pour que vous reveniez.

Un sentiment de plénitude m'envahissait. La mission était réussie. Les gens repartiraient satisfaits. Et puis moi, quel besoin avais-je encore de prendre la parole ? J'avais envie de me taire, pour que fonctionne mieux l'esthétique illusion oratoire de notre orateur.

A un moment, la machine s'est grippée.

Ce fut d'abord un mot. Puis un autre. Un troisième. Autant de grains de sable qui dans mon esprit allaient, d'abord très légèrement, puis plus certainement, enrayant la belle mécanique oratoire que vous nous aviez préparée. "La bien-pensance", "le politiquement correct", "le conformisme unilatéral".

Voilà que vous appelez à votre aide dans un débat d'idées, des mots valises dans lesquels on met ce que l'on veut, par exemple l'idée à laquelle on s'op-

pose. Des mots valises dans lesquels on enferme le contradictoire, celui qui penserait autrement. Des mots mis sur le marché d'abord par l'extrême droite, pour combattre le plafond de verre auquel elle était confrontée. Des mots tellement utilisés ensuite, qu'on a fini par croire qu'ils correspondaient à quelque chose. Des mots qui ont fait tache d'huile, utilisés désormais à tour de bras par les réactionnaires de tout poil. Des mots qui ont fait leur entrée à l'Académie Française en même temps que Finkielkraut¹.

Dénonçant une prétendue pensée dominante, ils sont devenus plus dominants que l'illusion qu'ils prétendent combattre. "Bien-pensance" a été désigné en Allemagne, en 2015, pire mot de l'année².

Alors pas vous, Monsieur l'orateur. Pas vous.

L'utilisation dans votre rhétorique de ces sophismes réducteurs, a suffi pour me donner l'envie de déconstruire votre propos, et de vous répondre. Je m'y emploierai donc.

Votre finale, je l'aime bien.

"Éduquons, est-ce vraiment trop demander", ça a du caractère, ça sonne, ça claque. Qui pourrait, avec une finale comme celle-là, y trouver à redire ? Aussi votre finale, je me la réserve pour notre réconciliation de tout à l'heure. Parce qu'il y a le reste. Tout le reste. >>



1 - Finkielkraut : "La bien-pensance ne résoudra pas les problèmes", Le Point, publié le 20/09/2012

2 - [https://de.wikipedia.org/wiki/Unwort_des_Jahres_\(Deutschland\)#Unw.C3.B6rter_des_Jahres](https://de.wikipedia.org/wiki/Unwort_des_Jahres_(Deutschland)#Unw.C3.B6rter_des_Jahres)

L'éducation c'est un traitement que vous préconisez semble-t-il pour deux cas particuliers. Vous ne la brandissez pas pour le vol, pas pour la fraude, pas plus pour la consommation de drogue, pas non plus pour la contrefaçon, toujours pas pour la corruption, pour aucune destruction de biens, bris de scellés, abus d'autorité, usurpation de fonction, faux en écriture, fausse monnaie, prise illégale d'intérêt, bigamie, et j'en passe.

Les deux lois en cause

Seules deux lois retiennent votre attention :

- La loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, lorsqu'en son article 20, 4° elle prohibe l'incitation à la haine à l'encontre d'un groupe, d'une communauté ou de leurs membres ;
- La loi du 23 mars 1995 qui tend à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

Vous ne nous dites pas du tout, la précision est importante, que vous auriez aimé pouvoir tenir des propos qui contreviendraient à ces lois. Vous nous dites, en beaucoup plus de mots que le résumé lapidaire que je vais en faire, que vous vous sentez brimé dans votre liberté par le fait que l'on vous impose des dogmes que vous seriez contraint de croire. Et cela vous horripile. Nous avons ceci en commun, Monsieur l'orateur, que nous n'aimons pas les dogmes. Nous n'aimons pas que l'on contraigne notre pensée, que l'on nous impose une voie à suivre, que l'on fasse obstacle à notre liberté.

Mais j'ai la sensation, moi, de vivre dans un Etat sans dogme. Et à vous entendre, je n'ai pas l'impression de vivre dans le même pays. Un Etat sans dogme ne signifie pas un Etat sans règles. En décidant de vivre groupés, de vivre en communauté, nous les hommes, avons abandonné à l'Etat le pouvoir de régenter cette vie en société. De créer les règles. De disposer de la violence. Le monopole pénal de l'Etat, naît d'une sorte de pacte social par lequel les

gens acceptent d'être désarmés en échange de leur protection.

Et auparavant, l'Etat, pour y parvenir, nous imposait "une conception officielle de la vie bonne"³. La "juste voie" était celle imposée par l'Etat, et aussi par la pression sociale. Monsieur l'orateur, vous nous décrivez notre société au 21^{ème} siècle de cette façon, je crois que c'est une erreur. C'est sans doute parce que vous n'avez, pas plus que moi, vécu beaucoup du 20^{ème} siècle, si ce n'est sa fin ; que vous avez encore moins vécu au 19^{ème} siècle, ni aux 18^{ème}, ni au 17^{ème}, 16^{ème}, 15^{ème}, 14^{ème}, et j'en passe.

Les choses ont changé et cela est heureux, mais cela ne veut pas dire que l'Etat n'a plus de rôle. Dans une société qui ne se base plus sur une conception officielle de la vie bonne, dans une société sans dieu, dans une société du 21^{ème} siècle, l'intervention de l'Etat demeure nécessaire. Guy Haarscher écrit que l'Etat désormais, n'intervient plus dans les affaires de conscience, mais "se contente de garantir que le plus faible, le plus démuné, le minorisé, pourra lui aussi vivre en fonction de ses valeurs propres sans être écrasé par la puissance de ceux pour qui agir "différemment" relève du scandale."⁴

La force de l'Etat ne s'applique plus – et ne peut plus s'appliquer – aujourd'hui, à celui qui refuse une conception imposée. Mais en raison même de cet abandon d'une conception imposée, la force de l'Etat doit demeurer pour permettre de limiter les actes ou les discours de ceux qui visent à agresser les autres, parfois en raison de conceptions différentes et minoritaires. Roger Lallemand ne disait pas autre chose en écrivant : "D'une certaine manière, le jugement n'est que la manière la plus inappropriée mais la plus efficace d'effacer l'absence de Dieu. La plus inappropriée parce qu'il réveille dans sa limitation et par son inévitable partialité l'exigence d'une transcendance impossible. La plus efficace parce qu'il organise le monde, fonde la responsabilité des citoyens et substitue au libre jeu des passions et des intérêts, à la violence des factions, un ordre de raison, une force du droit. (...) C'est en effet le surplomb de cet ordre qui garantit l'existence d'un

espace public où chacun, sous la tension de la règle, peut s'exprimer, de liberté à liberté, de souveraineté à souveraineté."⁵

Les deux lois qui fondent votre courroux, Monsieur l'orateur, ne sont pas des lois dogmatiques, mais des lois de protection de minorités. Non seulement elles entrent pleinement dans le rôle d'un Etat sans Dieu, dans le rôle d'un Etat laïque, dans le rôle d'un Etat sans dogme, sans conception imposée ; mais bien plus : elles sont sa condition de survie.

Décembre 1990, depuis la Belgique circule le numéro 6 de Kangura, journal rwandais, reprenant "les dix commandements du Hutu". Les Tutsis y sont décrits "comme des bêtes sauvages, et leurs femmes sont décrites comme des prostituées-espionnes"⁶. La commission internationale des juristes dénoncera à ce moment ce qu'elle qualifie de "véritable appel à la haine raciale". Interrogé lors d'une conférence de presse à Paris, le président rwandais Habyarimana défend Kangura au nom de la liberté d'expression⁷. À la radio, les Tutsis sont appelés "les cancrelats".

Les temps passent, on s'y habitue, la haine s'installe. Les témoins s'accordent à dire qu'il n'y a pas d'appel au meurtre dans les années qui précèdent le génocide, pas d'appel à la violence ; juste l'installation d'une haine tenace. Les conditions sont toutefois peu à peu réunies pour qu'un glissement s'opère. A l'approche du génocide, "plus de 20 journaux publiaient régulièrement des éditoriaux et des dessins humoristiques obscènes inspirés par la haine ethnique, et la station officielle Radio Rwanda passa progressivement des reportages neutres à un véritable lavage de cerveau."⁸

L'incitation à la haine a parfaitement fonctionné, à quelques jours du génocide les esprits sont mûrs pour les appels à la violence. Innoncent Rwililiza est un enseignant rescapé du massacre des Tutsis. Il raconte, à propos des animateurs de Radio mille collines, pour la période qui précède de peu les massacres⁹ :

"Ces messieurs étaient des fameux artistes, des virtuoses très comiques. Leurs paroles étaient tellement figées et répétées, que nous aussi, les Tutsis, ça nous amusait de les écouter. Ils appelaient au massacre de tous les cancrelats, mais avec des

ournures plaisantes. Pour nous, les Tutsis, ces bons mots étaient hilarants. Les chansons qui appelaient tous les Hutus à se coaliser pour supprimer les Tutsis : on riait de leur drôlerie. Pareil pour les dix commandements du Hutu, qui juraient notre fin prochaine. On s'y était tellement habitué qu'on ne prêtait plus l'oreille."

Ces médias sont des exemples reconus internationalement du danger de l'incitation à la haine. Ils ont créé les conditions nécessaires à ce que, le 11 avril 1994, des milliers de Hutus se munissent d'armes afin d'exterminer, en 33 jours, 50.000 Tutsis.

Monsieur Rwililiza dit également : "Le génocide n'est pas vraiment affaire de misère ou d'un manque d'instruction (...). Je suis enseignant, donc je pense que l'instruction est nécessaire pour nous éclairer sur le monde. Mais elle ne rend pas l'homme meilleur, mais plus efficace."¹⁰ Terrible efficacité en effet que celle de ce génocide perpétré par des citoyens lambda, par des voisins, par des collègues, mais ayant été copieusement incités à la haine pendant plusieurs années par des gens éduqués du pays, par des universitaires, comme cela a été démontré.

J'ai évoqué avec vous un cas de grande échelle, mais à plus petite, le fonctionnement humain est identique. En Grande-Bretagne, les débats sur le Brexit ont donné lieu à une campagne marquée par un discours négatif sur l'immigration. La parole raciste a été libérée, la haine de l'immigré semblait légitimée. Il a suffi que le camp du Brexit l'emporte pour que, dans la semaine qui a suivi le vote, les crimes de haine raciste soient multipliés par cinq¹¹. Au cours du débat sur le mariage pour tous, les réseaux sociaux ont fleuri de discours haineux ou semblant légitimer la haine... et les agressions homophobes ont augmenté de 78% sur la seule année 2013¹². Le lendemain de l'élection de Donald Trump, dont le discours électoral a ciblé les étrangers et musulmans, de nombreuses agressions ont été dénoncées à travers le pays¹³. Le lien entre discours raciste et passage à l'acte a été, au cours du temps, maintes fois démontré.

Comme vous, je veux croire en l'humain, Monsieur l'orateur. Mais cela

n'est possible que si nous avons conscience que l'homme, n'importe quel homme, est capable du pire, vous et moi compris.

Et le seul moyen de parvenir au "plus jamais ça" tant répété, est de savoir que nous avons tous, en latence au fond de nous, une possibilité de haine de celui qui n'est pas de notre communauté, possibilité chevillée au corps comme la nécessité de survivre. Il suffira que l'on se sente en danger pour qu'elle surgisse brutalement, à l'occasion d'une crise économique, d'une guerre, d'une situation de tension, véritable ou volontairement suscitée.

L'éternel bouc émissaire

Le mécanisme du bouc émissaire, consistant à se débarrasser de la violence qui surviendrait en dehors de la communauté et donc sur une minorité, est antérieur aux religions qui lui ont substitué des rituels¹⁴. Nous avons enlevé les religions, les rites. Nous ne pouvons pour autant accepter de voir revenir la violence contre les minorités. C'est contre cela, qu'il faut, certainement dans un Etat laïque, dans un Etat dont la religion a été ôtée, protéger les minorités ; avant le passage à l'acte, avant l'emballage incontrôlable.

Alors oui, je crois qu'il est nécessaire, alors oui je crois qu'il est indispensable que la loi pose le principe d'une interdiction de l'incitation à la haine à l'encontre d'une minorité, lorsqu'elle est comme le prévoit la loi, diffusée dans un lieu public, dans un lieu ouvert, ou par des écrits adressés à plusieurs personnes¹⁵.

Il faut avoir conscience qu'il y a des minorités qui ont payé un plus lourd tribut que les autres à la purge de violence de nos communautés occidentales. Le peuple juif est malheureusement mais indiscutablement une de celles-là.

Ce genre de purge de violence n'a pas besoin d'une véritable cause, d'une raison raisonnable, pour s'exprimer. Il suffit d'un prétexte. Au cours de la peste noire, ce fut l'empoisonnement de l'eau, rumeur démentie fermement par le pape d'Avignon et celui de Rome... sans que cela n'y change rien.

Hitler – et pardon Monsieur l'orateur de rejoindre ce que vous appelez le point

Goodwin, mais comment parler du génocide de la seconde guerre mondiale sans le faire – Hitler a théorisé avant-guerre le "virus juif". Il s'est inspiré dès 1920 de thèses aussi loufoques que le Protocole des sages de Sion – prétendu plan juif de domination du monde – pour fonder sa rhétorique antisémite.

Alors quand vous nous dites que les théories révisionnistes sont tellement stupides qu'elles ne seraient que risibles, je vous inviterais à mieux cerner l'âme humaine, Monsieur l'orateur. Une société qui veut s'en prendre à une minorité se moque de la vraisemblance, il lui suffit d'un prétexte.

Rappelez-vous, la raison du plus fort est toujours la meilleure...

Guillaume Sneessens

- 3 - G. HAARSCHER, "Le fantôme de la liberté - la servitude volontaire de l'homme moderne", Collection Quartier Libre, Editions Labor, Bruxelles, 1997, p. 8
- 4 - G. HAARSCHER, op. cit., pp. 8-9
- 5 - R. LALLEMAND, "Juger : de l'arbitraire à la nécessité", Revue Juger, 1991, n°1, pp. 6-7
- 6 - J-P CHRETIEN (dir.), "Rwanda : les médias du génocide", Paris, Karthala, 1995, p. 39 (rapport d'une mission envoyée au Rwanda en septembre 1994 à la demande de l'UNESCO)
- 7 - J-P CHRETIEN, op. cit., p. 40
- 8 - Rapport de l'OUA sur le génocide au Rwanda, p. 60, http://cec.rwanda.free.fr/documents/doc/Rapport_OUA/OUA-Rwanda.pdf
- 9 - J. HATZFELD, "Une saison de machettes", Editions du Seuil, 2003, p. 63
- 10 - J. HATZFELD, "Dans le nu de la vie", Editions du Seuil, 2000, p. 106
- 11 - Les Inrocks, "Comment le Brexit a libéré la parole raciste", 9/07/2016, <http://www.lesinrocks.com/2016/07/09/actualite/brexit-a-libere-parole-raciste-11852753/>
- 12 - Libération, "Une agression homophobe tous les deux jours en 2013", 13/05/2014, http://www.liberation.fr/societe/2014/05/13/une-agression-homophobe-tous-les-deux-jours-en-2013_1016224
- 13 - Libération, "L'élection de Trump déchaîne les tensions", 11/11/2016, http://www.liberation.fr/pla-nete/2016/11/11/l-election-de-trump-dechaîne-les-tensions_1527905
- 14 - R. GIRARD, "La violence et le sacré", Editions Grasset & Fasquelle, 1972
- 15 - Les termes exacts de l'article 444 al. 2 et s. du code pénal auquel la loi de 1981 renvoie sont : "Soit dans des réunions ou lieux publics ; Soit en présence de plusieurs individus, dans un lieu non public, mais ouvert à un certain nombre de personnes ayant le droit de s'y assembler ou de le fréquenter ; Soit dans un lieu quelconque, en présence de la personne offensée et devant témoins ; Soit par des écrits imprimés ou non, des images ou des emblèmes affichés, distribués ou vendus, mis en vente ou exposés aux regards du public ; Soit enfin par des écrits non rendus publics, mais adressés ou communiqués à plusieurs personnes."

Portrait

Patience, renouveau, espoir : Mamadou parle de l'islam

Mamadou me l'affirme avec un sourire décontracté "black et musulman : j'ai la totale !" De Yaoundé à Bruxelles, le jeune employé, passionné de cinéma et de jeux vidéo, me raconte l'apprentissage de sa religion, le renouveau que lui apporte le Ramadan ou encore ses passages préférés du Coran. Il évoque aussi le regard porté sur lui par les autres. Anecdotes cocasses ou quelque peu amères marquent le récit de son rapport à l'islam, sa religion.



Douce enfance, insouciance...

Mamadou vit et travaille à Bruxelles. Il aime aussi sortir le week-end, boire un verre avec des amis et jouer à des jeux vidéo. En réponse à ma demande d'évoquer les racines de ses convictions religieuses, son enfance au Cameroun refait surface.

"J'ai grandi dans un milieu privilégié, à Yaoundé. Mon père louait les services d'un professeur de cours coraniques qui venait chez nous le soir et les week-ends. Mes sœurs et moi, nous apprenions à écrire l'arabe et à réciter les versets du Coran."

Baigné dans la religion musulmane, Mamadou explique que la connexion avec Dieu, la pratique des prières et du Ramadan sont ensuite venues tout naturellement.

Même si, se rappelle-t-il en riant, "quand j'étais gosse, il m'est arrivé de manger du porc en cachette !"

Ramadan et renouveau

Avant de me parler de son rapport à sa religion, Mamadou me rappelle les cinq piliers de l'islam : la foi en un dieu unique, le ramadan, les cinq prières quotidiennes, l'aumône et le pèlerinage à la Mecque.

Concernant le Ramadan, il se souvient de son arrivée à Bruxelles à l'âge de neuf ans. Ses copains musulmans pratiquaient le jeûne. Au fur et à mesure des années, la pression sociale devenait de plus en plus forte : si certains jeûnaient par convictions religieuses, il semble à Mamadou que d'autres le faisaient par obligations sociales. Aujourd'hui, outre le jeûne, le Ramadan implique également d'autres dimensions pour Mamadou, notamment dans son comportement avec les autres : être le meilleur possible, être correct, ne pas être désagréable.

"Je fais le Ramadan par conviction religieuse. C'est une période pendant laquelle on ne mange pas beaucoup et il y a beaucoup d'interdits. Quand le Ramadan est terminé, c'est comme une libération. Il y a ensuite une période de remise en question et de renouveau. Je me sens un peu différent. Pendant l'année, tout cela s'effrite jusqu'à l'année suivante. Au début tu te lèves à 6h00, puis tu retombes doucement dans tes travers. Mais d'année en année, il y a tout un changement. Cela prend du temps..."

C'est pendant cette période que ses collègues ou ses amis portent le plus d'attention à la religion de Mamadou. Ils sont surpris, certains ne comprennent pas la démarche du jeûne.

Patience, patience !

Parmi les cinq piliers, le pèlerinage à la Mecque fut une expérience très enrichissante, mais aussi très éprouvante physiquement et mentalement pour Mamadou. Les nombreuses marches sont autant d'étapes qui demandent beaucoup de patience. Ces épreuves lui ont appris à relativiser beaucoup de choses de la vie.

"Quand tu fais le tour de la Kaaba¹, il y a des gens qui te marchent dessus, qui te poussent... tu es dans un lieu saint, tu ne vas pas commencer à t'énerver, tu vois ce que je veux dire ? Je suis monté dans un bus sans air conditionné. Il est tombé en panne par 40 degrés... tu ne sais pas à qui en vouloir : au chauffeur, aux organisateurs ? Alors, tu prends sur toi."

Nourriture terrestre...

Le Ramadan et le pèlerinage sont des moments particuliers dans la vie de Mamadou et d'autres musulmans. Au quotidien, il y a également d'autres implications à être musulman, les prescrits religieux sur la nourriture par exemple. Mamadou affirme vivre comme tout le monde, comme n'importe quel européen, et aller au restaurant avec des amis de temps en temps. La différence : il ne mange pas de porc. Mamadou n'accorde pas vraiment d'importance à la mention "halal" qui lui semble parfois devenir un argument commercial.

"Le mal, c'est ce qui sort de la bouche et pas ce qui y entre... Comme musulman, nous devons manger de la nourriture halal, mais ce n'est pas parce qu'il y a un autocollant halal que la viande l'est vraiment."

...nourriture céleste

Les prières quotidiennes font également partie des cinq piliers de l'islam évoqués par Mamadou lors de notre rencontre. Les sourates doivent être récitées dès le matin, avant d'aller travailler. Si les conditions le permettent au travail, les prières sont faites également en journée. Sinon, selon Mamadou, les prières peuvent également être faites le soir. Il lui arrive cependant de ne pas prier simplement par paresse ou parce que la situation ne le permet pas.

Quant au Coran, Mamadou le lit au moment du Ramadan, alors que sa maman, elle, lit des extraits trois à quatre fois par jour. Les passages du Coran préférés de Mamadou ? Celui sur la fin des temps, proche de l'apocalypse dans la Bible.

"Comme amateur de cinéma, je trouve que ce passage à un air hollywoodien : les flammes, les anges qui descendent du ciel, la lutte du bien contre le mal !"

Les difficultés d'être musulman

Mamadou vit très bien d'être croyant parmi des jeunes qui ne le sont pas. Le problème, selon lui, c'est l'instrumentalisation de sa religion. D'une part, à des fins politiques dans des conflits au Proche et au Moyen Orient.

"L'islam est une religion de paix, ouverte au monde et aux différences. Mais nous sommes des êtres humains avec nos faiblesses, c'est pour cela qu'il y a des dérives."

D'autre part, par des personnes qui associent l'islam avec le terrorisme et en profitent pour discriminer les musulmans en toute impunité. Cela a failli lui arriver avant d'obtenir son poste actuel.

"Dans mon boulot, on ne voulait ni Noirs, ni Arabes. Une collègue a quand même décidé de me faire passer un entretien d'embauche et quand mon patron m'a rencontré, ses préjugés ont volé en éclats."

L'espoir quand on est croyant

Enfin Mamadou m'explique que sa foi lui permet de faire face aux épreuves. La religion est une base spirituelle sur laquelle il se repose face aux problèmes de la vie.

"Être croyant, ça me permet de ne pas désespérer. C'est la foi qui me permet de te dire : maintenant c'est difficile, mais demain, ça ira mieux. J'ai l'espoir en l'avenir, tout simplement."

Mes voisins... ces musulmans...

À Bruxelles, mes voisins pratiquent le Ramadan, je passe tous les jours à côté d'une boucherie de viande halal, je croise ceux qui reviennent de la mosquée, le vendredi. Je vis côte à côte avec mes concitoyens musulmans et on ne se rencontre jamais vraiment. Rien de plus banal en ville...

Et pourtant, dans une ambiance plutôt défavorable aux personnes musulmanes, associées dans l'imaginaire collectif aux terroristes, à des groupes rétrogrades, il est aujourd'hui crucial de prendre le temps de se parler. Rien de tel pour casser l'image stéréotypée de communautés musulmanes monolithiques. Mon entretien avec Mamadou m'a permis d'entendre un point de vue singulier sur la pratique de l'islam. Mais il me reste encore tant de question à poser ! Une opportunité d'aller à la rencontre de mes voisins ?

Portrait réalisé pour Mag-Ma par Amandine Kech
<http://www.mag-ma.org/>

¹ - Grande construction en forme de cube à la Mecque, vers laquelle les musulmans se tournent pour faire leurs prières.



SOUTIEN

Vous désirez nous soutenir ?

Compte bancaire : BE28-7995-5017-6120

Déduction fiscale à partir de 40 € sur base annuelle.

Notre association est également apte à recevoir des legs : pour de plus amples informations, contactez votre notaire, ou contactez-nous au 02.738.08.04 ou par mail à info@paxchristiwb.be.



ASBL Pax Christi
Wallonie-Bruxelles
Rue Maurice Liétart 31 bte 1
1150 Bruxelles
Tél. 02 738 08 04
Fax : 02 738 08 00
E-mail : info@paxchristiwb.be
www.paxchristiwb.be